

Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin ou à Saint-Pierre-et-Miquelon et dont ils assurent la direction effective.

[L. 5522-24](#)

LOI n°2009-594 du 27 mai 2009 - art. 51

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'aide prévue à l'**article L. 5522-23**, dont le montant maximum est déterminé par décret, est versée à compter de la date de la création ou de la reprise effective de l'entreprise.

[L. 5522-25](#)

LOI n°2009-594 du 27 mai 2009 - art. 51

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'aide prévue à l'article **L. 5522-23** est exonérée de toutes charges sociales et fiscales.

[L. 5522-26](#)

LOI n°2009-594 du 27 mai 2009 - art. 51

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les jeunes bénéficiant ou ayant bénéficié de l'aide au projet initiative-jeune au titre de la présente sous-section peuvent également bénéficier des aides à la création ou à la reprise d'entreprise prévues au titre IV du livre Ier de la présente partie.

[L. 5522-27](#)

LOI n°2009-594 du 27 mai 2009 - art. 51

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application de la présente sous-section, notamment celles du versement, de la suspension ou de la suppression de l'aide, ainsi que celles relatives au non-cumul de cette aide avec d'autres aides publiques.

### Sous-section 3 : Autres dispositions

[L. 5522-27-2](#)

Ordonnance n°2017-1491 du 25 octobre 2017 - art. 6

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour l'application à Mayotte de l'article **L. 5142-1**, les mots : “ aux articles L. 311-3 et L. 412-8 ” sont remplacés par les mots : “ à l'article L. 412-8 ”.

## Section 3 : Dispositions pénales.

[L. 5522-28](#)

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de bénéficier ou de tenter de bénéficier frauduleusement de l'aide au projet initiative-jeune, en méconnaissance des dispositions des **articles L. 5522-22 à L. 5522-25**, est puni des peines prévues aux **articles 313-1 à 313-3** du code pénal.

## Chapitre III : Dispositions applicables à certaines catégories de travailleurs.

[L. 5523-1](#)

Ordonnance n°2017-1491 du 25 octobre 2017 - art. 6

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

A l'exception des dispositions du deuxième alinéa de l'article **L. 5521-7**, les dispositions du titre II du livre II relatives aux travailleurs étrangers sont applicables en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion.

[L. 5523-2](#)

Ordonnance n°2020-1733 du 16 décembre 2020 - art. 16

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'autorisation de travail accordée à l'étranger est limitée au département ou à la collectivité dans lequel elle a été délivrée lorsqu'il s'agit :